



Le guide national d'élaboration d'un plan de développement communal présenté aux professionnels des médias

P.7



LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0528 du 23 Juin 2021 - 250 F CFA / Etranger 1€

Economie :

Monnaie unique ECO, le lancement repoussé en 2027

Le franc CFA a encore de beaux jours devant lui. La nouvelle monnaie Eco de la CEDEAO sera finalement lancée en 2027. C'est en tout cas l'une des principales décisions prises par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Sous région lors du sommet tenu samedi 19 juin dernier à Accra, dans la capitale ghanéenne. Cette nouvelle devise qui devra remplacer le franc CFA est censée booster l'économie des pays africains pour favoriser le développement durable.

Initialement prévue pour 2020 avant d'être reportée en raison de la suspension du pacte de convergence 2020-2021, la monnaie unique de la CEDEAO verra finalement le jour en 2027. « Nous avons une nouvelle feuille de route et un nouveau pacte de convergence qui couvrira la période entre 2022 et 2026 et 2027 sera l'année de lancement de l'Eco » a annoncé Jean Claude Kassi Brou, le président de la commission de la CEDEAO à l'issue des travaux.

En effet, les Chefs d'Etat et de Gouvernement réunis samedi dernier à Accra à l'occasion du 59^e sommet ordinaire ont insisté sur la question de la nouvelle monnaie qui est toujours d'actualité et ont indiqué la mise en place d'une nouvelle feuille de route, un nouveau pacte de convergence de stabilité macro-économique, engageant ainsi leurs pays respectifs à valider l'ensemble des critères de convergence entre 2022 et 2026. Les

Suite à la page 4



P.3

Togo, le test pour une adhésion au commonwealth

Une centrale solaire photovoltaïque pour Blitta

P.3



L'Assemblée nationale s'est dotée d'un manuel d'examen des projets de loi de finances

Les députés se forment depuis ce vendredi 18 juin à Lomé sur les nouveaux outils d'examen des projets de loi de finances pour mieux répondre aux exigences du budget programme rendu effectif au Togo à partir de l'exercice 2021. La cérémonie d'ouverture de ces assises qui vont aboutir à la validation du manuel d'examen des projets de loi de finances, a été présidée par le 4ème Vice-Président de l'Assemblée nationale, Pacôme Adjourouvi.

Durant les deux jours prévus pour cette formation, les députés vont mieux cerner les programmes budgétaires et les dotations, les procédures d'élaboration des projets de loi de finances, de vote du projet de loi de finances rectificative et de loi de règlement ainsi que des



procédures relatives aux budgets annexes et comptes spéciaux du trésor.

Les députés se préparent donc à mieux jouer leur partition pour une meilleure gestion axée sur les résultats dans le cadre du budget-programme.

« Cette nouvelle forme de gestion n'est pas sans conséquences sur notre mission de législation en ce qui concerne l'examen et le vote des lois de finances. Désormais, notre analyse des informations financières fournies par l'exécutif, de plus en plus améliorées, ne se limite plus à la logique de moyen mais à l'évaluation des projets de performance que poursuivent les demandes d'autorisations budgétaires. C'est dire que nous devons adapter nos techniques de lecture et d'analyse des documents budgétaires à cette

nouvelle logique de gestion budgétaire », a rappelé Pacôme Adjourouvi aux participants.

Le manuel qui sera validé au cours de cette rencontre va permettre de mieux comprendre les différentes lois de finances. « Nous sommes en train de produire un instrument que les députés ou d'autres personnes peuvent utiliser pour comprendre davantage le budget-programme », a indiqué le président de la commission des finances et du développement économique de l'Assemblée nationale, Mawussi Djossou Sémodji.

Cette formation est financée par le Projet d'appui à la gouvernance économique (PAGE).

Source :
www.assemblee-nationale.tg



OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

#CQFS

Les entreprises fiscalement à jours sont moins taxées à la douane lors des importations.

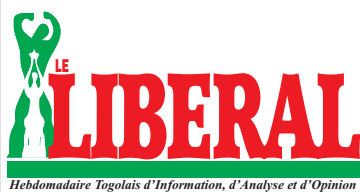
Office Togolais des Recettes - OTR | Canal OTR | +228 90 99 41 01 | 8280

Pharmacies de garde à Lomé

Du 21 au 28 Juin 2020

BOULEVARD* Bd. Du 13 Janv. Doulassamé 22 21 65 49/90 89 28 49
KPEHENOU* Bvd HOUPHOUET-BOIGNY 22 21 32 24/70 45 25 03
OCEANE* Rue HOULATA, rue de l'OCAM face Hôtel de la PAIX 22 22 6277/96 75 25 02
PORT* Face Hôtel Sarakawa 22 27 61 88/70 41 54 53
KODJOVIAKOPE* Avenue Duisbourg 22 21 89 90/22 20 4471
JUSTINE* 291, Bd des Armées -Tokoin Habitat 22 21 00 04
CAMPUS* Adéwi 22 21 56 32/93 38 08 84
MAIRIE* Face Mairie 22 21 26 39
ISIS* Avenue Jean Paul II près des rails NUKAFU Gakpoto 70 44 83 87
YEM-BLA* 258, Av. Akéi face à la Résidence 22 26 76 51/90 88 98 72
FRATERNITE* Hédzranawé près de la Clinique St Joseph 22 26 81 55/96 80 09 19
CITRUS* Attiégo Carrefour DVA, Grand Contournement 70 44 59 24/96 80 09 03
NOTRE DAME* Rte de l'Aéroport entre la foire TOGO 2000 et l'Aéroport 96 80 10 12
APOTHEKA* Face siège Fédération Togolaise de Football, route de Kégué 22 61 57 57/70 44 33 33
MISERICORDE* BE-KPOTA à 300M de NISSAN, A côté de la Station MRS 96 80 09 45
LE PROGRES* Gd contournement, face EPPL Universelle, non loin de la gendarmerie d'AHADZI-KPOTA 70 45 86 55/96 80 10 00
ADIDOGOME* Face au camp 2ème RI d'Adidogomé 22 50 54 85
SILOE* Carrefour Aflao Apédokoé Atigangomé 90 80 26 39/96 80 10 16
ACTUELLE* Route de Ségbé; Quartier Sagbado - Adidogomé 90 61 46 44 | 96 80 09 95,
SEGBE* Ségbé qt Zanvi, près de l'EPP et du CEG Ségbé 92 59 49 35/79 30 07 29 **DJIDJOLE*** DJIDJOLE 22 25 65 12/93 93 99 27
ST JOSEPH* Bretelle BE KLIKAME 22 25 74 65/91 09 46 38
VIGUEUR* Rue 267, AGBALEPEDOGAN, Kilimandjaro 22 51 63 30
MILLENAIRE* Face réserve de la gendarmerie d'Agoé-Nyivé, sur la route de Som à 300m du cots Nord 22 51 64 31
DIEUDONNE* Route de LLEO 2000, non loin de FUCEC Agoé-Téléssou 70 44 84 59
OSSAN* Etablissement la LIMOUSINE, carrefour AVEDJI 70 40 44 25
APOLLON* Face complexe scolaire Makafui - Non loin du carrefour des hirondelles - Avédji 70 41 01 07
SHALOM* Agoé-Cacavéli, non loin de BKS. Sur la route Agoé-Adidogomé 22 51 87 60/70 49 96 51
NOUVELLE TULIPE* Rte de Mission - Tové; Près de la station CAP Agoé-Légbassito 99 47 0070
ST MICHEL* Située à Agoé-Nyivé entre la Brasserie BB et l'espace Télécom 22 51 70 22/70 43 30 43
TCHEP'SON* Face Terminal du Sahel (Togblékopé) 96 90 04 64/70 42 94 41
EXCELLENCE* Agoé Démakpoé Voie CEDEAO 22 51 77 87/93 27 95 54
CHARITE* A côté du CEG d'Agoé-Nyivé 22 25 12 60/90 65 21 90
ESPACE VIE* Agoé Logopé, face bar Plaisir 2003 99 85 89 07
DIVINA GRACIA* Quartier Agoé-Fiovi, Rond point Cool Catch (ancien carrefour Bafana-Bafana) 99 83 91 00 | 96 80 10 21
NABINE* Sise 4 Agoé Anomé dit Plateau (Route du Bar Plateau) 93 36 26 26/98 97 97 96
REGINA PACIS* Rte Nationale N°1 près du Bar sous l'Antenne 70 45 98 58/99 83 90 83
SANGUERA* Près du Lycée de Sanguéra 70 42 80 80/99 90 89 72
GANFAT* AGOE DALIKO près du Carf EDEM (CAMP GP) 22 55 08 15/70 22 15 15
LA FLAMME D'AMOUR* Sise à Agodéké, route d'Aného 70 457014
LE DESTIN* A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida 70 41 15 41

Prompt Rétablissement



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoé Démakpoé, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

SDR

Tirage

1000 exemplaires

LE LIBÉRAL, c'est tous les mercredis

Togo, le test pour une adhésion au commonwealth

Ce n'est plus un secret de Polychinelle ; le Togo nourrit des envies d'intégrer le Commonwealth, cette organisation intergouvernementale composée de 54 États membres qui sont à l'origine presque tous d'anciens territoires de l'Empire britannique. Pour évaluer les chances du Togo, une délégation séjourne dans la capitale togolaise. Il s'agit d'une mission d'évaluation avec un agenda bien chargé.

Arrivée déjà dimanche dernier, cette délégation du secrétariat du Commonwealth composée de Mme Marie Pierre Olivier de M. Justin Petit et de Mme Lindwe Maleleka, a échangé avec Mme le Premier Ministre et les membres du gouvernement, on parle d'une rencontre avec l'Assemblée nationale toujours dans la journée du lundi, des institutions de la république comme la commission électorale nationale indépendante (CENI). Hier mardi c'était le tour de la Haute autorité de l'Audiovisuel et de la communication (HAAC) la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH). Ce mercredi ce sera le tour de la société civile, les médias et bien d'autres institutions de la république.

Il faut dire que l'idée d'adhérer au commonwealth remonte à



2014. Depuis lors le Togo peaufine ses chances pour intégrer cette organisation très courtisée depuis quelques années par plusieurs pays surtout francophones. Après le Rwanda en 2009 et le Gabon il y a quelques semaines le Togo pourrait être l'autre pays francophone à toquer au portillon du commonwealth. Deux missions exploratoires avaient déjà sillonné le Togo en 2017 toujours dans la perspective de jauger les

chances du Togo.

Adhésion au Commonwealth, quel avantage ?

Le Commonwealth au delà de l'historique base linguistique, joue un rôle important pour le progrès social économique culturel et sportif de ses membres. Il faut savoir que les citoyens des 54 pays ne se considèrent pas comme étrangers les uns aux autres, de ce fait et sur le plan diplomatique, les Etats membres ne s'envoient pas

d'ambassadeurs mais des « hauts-commissaires » — qui représentent le gouvernement et non pas le chef d'Etat (qui est souvent la reine par ailleurs).

De la même manière, si un citoyen du Commonwealth se trouve dans un pays où il n'a pas de représentation diplomatique, il peut s'adresser à l'assistance consulaire britannique, s'il y en a une.

L'organisation offre aussi une tribune intéressante aux gouvernements des membres les moins riches pour négocier des accords bilatéraux avec des pays plus développés.

Ainsi, tous les deux ans, l'ensemble des chefs de gouvernement du Commonwealth se retrouvent lors du « Commonwealth Heads of Government Meeting », une réunion qui n'a aucun enjeu, si ce n'est les entretiens privés qui se

tiennent en marge du sommet.

Par ailleurs, le Commonwealth joue un rôle important pour le progrès social et économique de ses membres.

L'association des pays du Commonwealth crée donc des programmes de solidarité et de coopération internationale pour aider les petits États membres. Il servait aussi d'aide aux autres pays en guerre.

Critères

Les critères pour rejoindre le Commonwealth sont clairement établis, il faut :

- 1/ Accepter les principes énoncés dans la charte ;
- 2/ Etre un Etat souverain ;
- 3/ Reconnaître la reine Elizabeth II comme cheffe du Commonwealth ;
- 4/ Accepter l'anglais comme langue du Commonwealth ;
- 5/ Respecter les vœux de la population d'adhésion ou non ;
- 6/ Avoir eu un lien historique avec un Etat déjà membre.

Une centrale solaire photovoltaïque pour Blitta

Construite par AMEA Togo Solar, une filiale d'AMEA Power, la centrale dénommée Sheikh Mohamed Bin Zayed est située à 267km de Lomé, va générer environ 90255MWh d'énergie par an et desservir 158.333 ménages togolais.

Hier le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé y était en personne pour l'inauguration de cette centrale photovoltaïque qui vient concrétiser une fois encore la volonté du gouvernement de régler les problèmes énergétiques au Togo.

La rédaction



Monnaie unique ECO :

Le lancement repoussé en 2027

Suite de la UNE

dirigeants de l'espace communautaire espèrent que la reprise du processus devra permettre aux différents pays de s'adapter à la nouvelle conjoncture internationale et se remettre sur les rails après avoir été impactés par la crise sanitaire liée au covid-19. Cette nouvelle feuille de route intervient près d'un mois après les états généraux sur la monnaie tenus à Lomé.

Les experts ayant participé à cette grande conférence ont proposé une feuille de route en quatre axes préconisant entre autres la création d'une banque centrale communautaire chargée de la gestion d'une monnaie commune. Ainsi, si les engagements sont tenus, la zone devra entrer en phase de stabilité à partir du 1^{er} janvier 2027.

Faut-il le souligner, ce sont 15 pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui se sont accordés sur la mise en place de cette nouvelle monnaie dont la création se fera en deux phases : dans la première phase, les pays qui disposent de leurs propres monnaies (Gambie, Ghana, Guinée, Nigéria et Sierra Léone) devront lancer une monnaie unique, puis dans une deuxième phase, les 8 pays membres de l'UEMOA qui ont en partage le franc CFA devraient s'y greffer, de sorte à ce que tous les pays membres de la CEDEAO utilisent une même et unique monnaie.

Outre la question de la nouvelle monnaie, la



Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ont débattu des questions sécuritaires, de la mise en œuvre du plan sanitaire pour la lutte contre la covid19, le projet de réformes institutionnelles de l'Organisation et bien d'autres sujets importants tels que la situation au Mali. Et sur le cas du Mali, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ont exprimé leurs vives préoccupations concernant les derniers événements politiques qui s'y déroulent depuis la chute de l'ex-président IBK, ceci compte tenu des risques d'instabilité pour toute la sous région. A cet effet, ils ont préconisé la mise en œuvre des décisions prises le 31 mai dernier lors du sommet extraordinaire de la CEDEAO, en particulier le respect de la date de l'élection présidentielle fixée au 22 février 2022.

Sur le sujet des réformes institutionnelles, le Président Nana Akufo Addo a évoqué les modalités d'attribution des postes ainsi que la rationalisation des coûts de fonctionnement de la CEDEAO. A cet égard, il a suggéré l'examen d'un

mécanisme de rotation communautaire dans de chaque groupe les instances linguistique de l'espace continentales et

internationales.

S'agissant des défis auxquels l'organisation sous régionale est confrontée, le président en exercice a particulièrement insisté sur la menace terroriste dans l'espace communautaire et a appelé au renforcement de l'engagement de chaque pays car selon lui, il s'agit d'une question de dignité et de sécurité pour tous les pays.

Roger GBESSIA



Se référant au décret N° 2021-054/PR du 12 Mai 2021 de la République Togolaise interdisant l'exportation des produits forestiers de sciage sous forme brute et semi brute, PIA (Plateforme Industrielle d'Adetikopé) propose d'acheter auprès des exploitants forestiers les bois de teck disponibles (livraison directe à PIA).

Tout opérateur intéressé, est prié d'appeler au **+228 70598112** et au **+228 70598113** afin de fixer un rendez-vous, pour conclure une date et heure de livraison, et pour toute autre information.

Pour la commodité des vendeurs, le paiement sera effectué immédiatement après la livraison.

NB : Seuls les bois conformes à la loi Togolaise seront achetés.

Referring to the decree N° 2021-054/PR of May 12, 2021 of the Togolese Republic prohibiting the export of forest products of sawing in raw and semi-raw form, PIA (Plateforme Industrielle d'Adetikopé) proposes to buy from the forestry operators the available teak wood (direct delivery to PIA). Any interested operator is requested to call **+228 70598112** and **+228 70598113** in order to make an appointment to conclude a date and time of delivery, and for any other information.

For the convenience of the seller, payment will be made immediately after delivery.

NB: Only formalized timber in accordance with Togolese law will be bought.

CNDH :

Un nouveau plan stratégique en vue pour la période 2021-2026

Dans le souci d'être plus performante en matière de défense et de promotion des droits de l'homme, la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) veut se doter d'un nouveau plan stratégique quinquennal couvrant la période 2021-2026. Jeudi 17 juin dernier, les premiers responsables de l'institution s'étaient retrouvés au cours d'un atelier pour réfléchir sur les grands axes du nouveau document quinquennal qui devra permettre à l'institution de remplir pleinement sa mission en tenant compte des défis à relever et des nouveaux enjeux en matière de défense des droits de l'homme sur le plan international. C'était en présence du représentant résident adjoint du PNUD, M. Mactar Fall.

Jeudi 17 juin dernier, les premiers responsables de la CNDH s'étaient rassemblés à Lomé pour un atelier national de validation du Plan stratégique de l'institution. Il s'agit pour les participants de cet atelier d'analyser le nouveau document qui devra servir de boussole pour les actions de la CNDH dans les cinq prochaines années.

Le document qui va plus loin qu'une simple planification, s'articule autour de trois principaux axes tels que le développement institutionnel, la promotion d'une culture des Droits de l'Homme au Togo, et le renforcement du mécanisme national de prévention de la torture et autres traitements inhumains ou dégradants.

Les grandes lignes de ce nouveau plan s'inscrivent dans la dynamique d'une réorganisation de la Commission afin de l'adapter aux nouvelles exigences internationales concernant la protection des droits de l'homme. «L'objectif visé à travers ce nouveau plan quinquennal est de s'adapter aux nouvelles exigences en matière de protection des droits humains », a expliqué Mme Nakpa Polo, présidente de la CNDH.

Dans la perspective d'une réorganisation de l'institution, le Gouvernement a adopté le mercredi 26 mai dernier un avant-projet



de loi organique, qui modifie le dernier texte relatif au fonctionnement et à la composition de l'institution.

Pour l'exécutif, il s'agit de doter la Commission d'un texte pouvant lui permettre de jouer pleinement son rôle. L'adoption de ce nouveau document est donc une avancée pour le Togo au moment où le pays s'apprête à se présenter devant les Nations Unies en vue de la présentation de son rapport national pour le

compte du 3^e cycle de l'Examen Périodique Universel (EPU).

Le mécanisme institué par l'Assemblée Générale de l'ONU, se tient tous les 4 ans et permet au Conseil des droits de l'homme de passer à la loupe la situation des droits de l'homme des 192 pays membres et de faire des recommandations à leurs dirigeants respectifs. A ce titre, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies examine sur une base périodique la situation des droits de l'homme pour chaque pays membre de l'ONU, et le respect des obligations

Suite à la page 7



La Solution Automatisée de Marquage (SAM) protège les consommateurs contre les produits contrefaits.

COMMUNIQUE DE LA COLLECTIVITE KPASSRA

Depuis quelques semaines voire des mois, des individus non identifiés ont mis en ligne sur les réseaux sociaux, notamment « youtube », des vidéos sur les travaux entamés par la collectivité KPASSRA relatifs à l'exécution des décisions de justice. Ces travaux sont qualifiés de drame humanitaire et ce, dans le but de biaiser la réalité des faits et de retourner l'opinion publique contre la collectivité KPASSRA.

Le contenu de ces vidéos expose clairement une grave et extrême ignorance de la réelle situation et d'une volonté lugubre de servir des contre-vérités, voire des mensonges.

En effet, l'exécution de décisions de justice ne saurait nullement constituer un drame pour les consorts GBAMA et leurs acquéreurs et il importe de rappeler quelques faits majeurs sur l'état des lieux à Djagblé Poukedji que certains appellent « Gbamakopé ».

Pour rappel, la collectivité KPASSRA a été en litige contre les consorts GBAMA depuis les années 1997 et que devant les juridictions de la République togolaise, elle a obtenu gain de cause au tribunal de Tsévié, à la cour d'appel de Lomé et à la cour suprême du Togo.

Durant tout ce temps, les consorts GBAMA ont multiplié les procédures pour contourner les procès qu'ils ont perdus. Ils ont été assistés de conseils (avocats) et les décisions qui ont été rendues ont été prises en toute impartialité.

Pour ce faire, ceux qui ont mis en ligne les vidéos en question, ont sciemment omis d'informer l'opinion publique que les membres de la collectivité KPASSRA ont été victimes de tentative d'assassinat dans un incendie meurtrier au cours duquel ils ont vu toutes leurs cultures vivrières, leurs constructions et autres biens totalement détruits.

Il faut relever que la même justice aujourd'hui critiquée est celle qui avait enclenché la procédure pénale en son temps contre les auteurs de ces actes criminels et qui les a libérés tandis que d'autres ont pris la fuite. Quand c'était à leur avantage, ils ne l'avaient jamais décriée et la collectivité KPASSRA n'avait jamais parlé de scandale.

Par ailleurs, ils ont aussi omis de mentionner qu'ils se sont toujours rebellés contre l'exécution des décisions de justice avec des gros bras qui empêchaient quiconque de s'aventurer sur le terrain y compris les experts.

Pendant que les parties étaient en procès, les consorts GBAMA continuaient de vendre allègrement les terrains dans leur dessein lugubre pour tenter de mettre tout le monde devant le fait accompli mais la justice n'a jamais accepté ces pratiques peu orthodoxes. La justice a alors confirmé que le Togo est un Etat de droit et force doit être à la loi.

A cet effet, plusieurs communiqués ont été rendus publics depuis plusieurs années à l'attention des acquéreurs mais ils n'y ont jamais pris garde parce qu'encouragés et poussés par les consorts GBAMA pour ériger des immeubles et les appels pour les oppositions à immatriculation ont été ignorés. L'exécution qui se poursuit aujourd'hui sur les lieux se fait en toute légalité et les forces de l'ordre qui sécurisent ladite exécution ont été régulièrement requises conformément à la loi. Toute autre considération diffusée sur l'assistance des forces de l'ordre est inopportune, superflue et sans fondement.

En tout état de cause, ce que les commanditaires des vidéos mises en ligne, appellent drame humanitaire, n'est que le résultat d'une méconnaissance grave des faits réels et au demeurant, la résultante d'une décision définitive de justice que les consorts GBAMA et leurs acquéreurs ont choisi d'ignorer et de fouler au pied.

Les mandataires de la collectivité KPASSRA

KPASSRA Komlan

KPASSRA Abia

Le guide national d'élaboration d'un plan de développement communal présenté aux professionnels des médias

L'hôtel Sancta Maria a servi de cadre le 17 juin dernier à une conférence de presse sur les enjeux du guide national d'élaboration du Plan National de Développement. C'est une initiative du ministère délégué chargé du développement des territoires avec l'appui du programme décentralisation et gouvernance locale.

Il s'est agi au cours de cette rencontre d'expliquer aux médias les objectifs de ce guide et ses enjeux. Ce guide a été conçu pour accompagner les communes du Togo à travers l'utilisation des meilleures pratiques dans la planification du développement de leurs territoires.

Il a pour ambition d'établir un cadre harmonisé et formel de planification du développement à l'échelle des communes du Togo. Ce document est destiné à accompagner les acteurs communaux tout au long du processus de la planification stratégique, depuis la préparation du plan jusqu'au suivi et évaluation des projets retenus.

De plus, il permet d'orienter les différents acteurs en mettant à leur disposition des méthodes et outils qui tiennent compte des préoccupations nouvelles et transversales dans le processus d'élaboration des plans de développement de leurs territoires. Ceci dans le souci d'harmonisation et de cohérence avec les



priorités aux différents niveaux de décentralisation en tenant compte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et en accord avec les axes du Plan National de Développement (PND) 2018-2022 ainsi que la feuille de route gouvernementale 2020-2025. La loi numéro 2018-003 du 31 janvier 2018 en son article 7 dispose « les collectivités territoriales ont pour mission la conception, la programmation et l'exécution des actions de développement d'intérêt local de leur ressort territorial, en particulier dans les domaines économiques, social et culturel. Elles définissent leur politique de

développement local et les priorités de financement des projets relevant de leurs domaines de compétences ».

Pour le ministre délégué chargé du développement des territoires M. Essomanam EDJEBA, le développement durable reste aujourd'hui une préoccupation majeure dans le monde entier et le Togo a, opté pour la décentralisation comme tremplin d'un développement équilibré et durable. Ce processus de décentralisation est un puissant levier pour lutter contre la pauvreté par la promotion de la concertation et la collaboration entre les différents acteurs et les pouvoirs publics locaux

afin de produire et de gérer de manière durable, des biens et services publics de qualité pour les populations qui sont les premiers acteurs de leur développement.

Pour le ministre l'élaboration des PDC de manière harmonisée requiert un document de cadrage.

Ainsi a-t-il expliqué, au regard des différentes mutations territoriales consécutives à l'évolution de la décentralisation au Togo avec l'émergence de nouvelles thématiques et la création des 117 communes dont une bonne partie sont nouvelles ou ont vu leurs ressorts territoriaux récompensés avec des changements d'appellations, il s'est avéré impérieux de doter les communes d'un guide adapté à ce nouveau contexte. Selon le ministre ce guide permet ainsi aux communes de disposer des documents de mobilisation et de plaidoyer permettant d'impliquer un plus grand nombre d'acteurs dans la gestion des affaires de la cité et de rapprocher les

communautés entre elles afin de promouvoir le développement harmonieux des territoires.

La chef Programme Décentralisation et Gouvernance Locale (ProDeGol) Dr Aboukorah-Voigt Omnia a souligné que la coopération allemande appuie le gouvernement togolais dans de ses priorités. Après la tournée de distribution des guides, nous appuierons les équipes du ministère au renforcement de capacités pour s'approprier ses différentes parties et d'informer les populations concernées de leur rôle dans le développement de leur localité a-t-elle déclaré.

Le guide d'élaboration de ce PDC est le fruit de la coopération entre la république togolaise et les partenaires techniques et financiers notamment de l'Union européenne et le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement à travers le Programme Décentralisation et Gouvernance Locale (ProDeGol) et mis en œuvre par la coopération technique allemande (GIZ).

Raoul TETOUGNAKI

CNDH :

Un nouveau plan stratégique en vue pour la période 2021-2026

Suite de la page 5

et engagements pris.

A noter que le dernier rapport a été présenté en 2017. Et depuis, le Togo a multiplié les initiatives afin de se conformer à ses engagements : ouverture politique, institutionnelle et démocratique, facilitation de l'accès à la justice, et adoption de plusieurs textes de lois notamment le nouveau code pénal, le code des

personnes et de la famille, le code de justice militaire, élaboration de rapports initiaux et périodiques).

En 2019 par exemple, 24 membres des forces de sécurité toutes catégories confondues ont été déferés en justice pour des faits touchant aux droits de l'homme ; des agents des forces de l'ordre ont reçu des formations sur les droits de l'homme et la paix ;

473 personnes ont bénéficié de la grâce présidentielle ; un numéro vert (1014) a été mis à la disposition pour dénoncer tout acte de corruption ou de violation de droits de l'homme par les forces de sécurité et de défense. Le Togo a également procédé au renforcement de son cadre législatif et institutionnel sur les deux dernières années. Des efforts louables qui

ont permis au Togo d'être élu à plusieurs reprises au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies.

Toutefois, il convient de souligner que malgré ces avancées notables, des défis majeurs restent à relever notamment l'amélioration du système carcéral, ou dans le domaine social avec les questions relatives à la prostitution des mineures, ou la

gestion des cas des enfants sorciers.

Rappelons que la CNDH a été créée depuis 1987 comme un mécanisme national de promotion, de protection et de vérification des droits de l'homme sur l'étendue du territoire national. Cinq ans plus tard, elle est érigée en une institution de la République jusqu'à nos jours.

Roger GBESSIA



**PAYEZ VOTRE PRIME D'ASSURANCE
VIE SUNU OÙ QUE VOUS SOYEZ
AVEC *TM*Money**



TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg

